

Le 2 octobre 2014

## **Le retour de l’Egypte sur la scène internationale.**

**Michel Roche**, consultant indépendant, associé au groupe d’analyse de JFC Conseil

Il y a un an, le départ forcé des Frères Musulmans, était très mal accueilli par les Occidentaux et une partie de l’opinion internationale. La violence de la répression qui faisait plus d’un milliard de victimes (selon les grandes ONG) et les procès bâclés contre les Frères Musulmans avec la généralisation des peines de mort, faisait presque oublier le sentiment de soulagement qui avait accompagné la chute de M. Morsi.

Les Etats Unis marquaient leur désaccord : des livraisons d’armements étaient reportées au cours de l’été ; la mesure était aggravée en octobre par la suspension de livraison d’hélicoptères Apache et de pièces de rechange pour les chars. Toutefois pour manager l’avenir Washington se contentait de « déplorer » la situation et évitait d’utiliser le mot de « coup d’état », ce qui aurait eu pour conséquence d’amener le Congrès à bloquer l’aide militaire.

De son côté, l’Union Africaine suspendait l’Egypte, conformément à sa doctrine qui interdit de reconnaître les régimes issus de coups de force.

Pour autant, le nouveau régime égyptien n’était pas isolé car il recevait l’appui de l’Arabie Saoudite, des Emirats et du Koweït particulièrement satisfaits de voir les Frères Musulmans quitter la scène et prompts à montrer leur capacité à remplacer l’aide occidentale, annonçant une aide cumulée de 12 milliards de dollars. Pour faire bonne mesure le Caire renvoyait à Doha un milliard de dollars naguère déposés par l’Emirat dans les banques égyptiennes. Sans surprise, une même écoute favorable se retrouvait au sein de la Ligue Arabe.

La Russie se montrait également attentive aux nouveaux maîtres de l’Egypte. Lors de sa visite à Moscou, M. el Sissi qui était alors Ministre de la Défense, signait un premier contrat d’armement destiné à se substituer aux fournitures américaines défailtantes.

Un an après, la situation a fortement évolué. L’aide américaine a été rétablie et le Raïs est devenu fréquentable ; le FMI a repris le contact avec le Caire, encouragé par les alliés du Golfe ; et le pays a retrouvé son siège à l’Union Africaine. Pourtant les condamnations d’opposants se poursuivent, tout comme la traque des Frères Musulmans dont le mouvement a été interdit.

C’est l’élection présidentielle au mois de juin 2014 qui a permis ce tournant, en donnant une couverture de légitimité démocratique au nouveau régime ; mais le mouvement était amorcé avant. Dès l’automne 2013 Washington avait en effet indiqué sa volonté de retrouver une relation normale avec Le Caire. Deux arguments avaient joué : d’abord la volonté affichée de l’Egypte de ne pas remettre en cause le traité de paix avec Israël et, d’autre part, le souhait américain de ne pas affaiblir l’Egypte alors qu’elle doit faire face au terrorisme sur son propre sol. Un certain niveau de confiance est désormais rétabli, de telle sorte qu’à New York, à la fin septembre, M. Obama a pu qualifier la relation avec l’Egypte de "pierre angulaire de la politique de sécurité américaine au Moyen-Orient".

Mais la politique de l’Egypte en matière de libertés et de Droits de l’Homme continue à gêner les Américains. Aussi n’est-il guère surprenant de voir le gouvernement égyptien poursuivre les discussions sur les fournitures d’armements avec les Russes moins regardants en la matière ; quitte à susciter une certaine inquiétude tant à Washington que chez les Israéliens.

Depuis son élection, le nouveau maître de l’Egypte n’a pas perdu de temps, affichant clairement que la sécurité constitue l’axe principal de son action internationale. Son premier déplacement a été consacré à l’Algérie, avec pour thème la coopération vis-à-vis de la Libye. La situation dans le pays voisin constitue en effet une préoccupation majeure pour Le Caire ; et si rien n’est venu confirmer des informations d’origine américaine sur un bombardement de positions djihadistes, aux côtés des Emiriens, en revanche la coopération en matière de renseignement et de formation se développe avec Tripoli.

L’autre dossier important est celui de la Palestine, considérée comme une question de politique intérieure, compte-tenu du lien entre le Hamas et les Frères Musulmans. Lors de la crise à Gaza, M. El Sissi a imposé la médiation du Caire, au grand dam des Turcs et des Qataris qui ont été tenus à l’écart ; et surtout le cessez-le-feu s’est conclu aux conditions de l’Egypte. Toutefois si le soutien est affiché aux revendications palestiniennes ceci ne saurait faire illusion car le Caire n’est nullement disposé à s’engager.

Ayant regagné une place régionale de premier plan, l’Egypte s’est placée en concurrente de la Turquie qui naguère encore se voyait en tête de file de toute la région. L’éviction de M. Morsi, puis l’interdiction des Frères Musulmans ont constitué des revers cuisants pour M. Erdogan ; et la mise hors-jeu de la Turquie lors des pourparlers sur Gaza a encore alourdi le climat. Ceci explique l’animosité vis-à-vis de l’Egypte exprimée par M. Erdogan dans son discours aux Nations Unies le mois dernier. Mais il est plus que probable que M. El Sissi n’y soit pas particulièrement sensible.

Au-delà de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme, la véritable question est de savoir si le pays pourra faire face à une situation intérieure très fragile sur le plan social et économique ; en clair, s’il peut se réformer. Les aides des alliés du Golfe n’étant pas assorties d’exigences en la matière, il peut être tentant pour le pouvoir de faire l’impasse sur les réformes indispensables. Ceci explique t la prudence avec laquelle le FMI, peu désireux de transiger sur le respect des Droits de l’Homme, envisage les discussions avec le Caire.

**Michel Roche**

consultant indépendant

associé au groupe d’analyse de JFC Conseil